

## G



## « GALANT-PASSEUR ».

— secours aux familles des marins du. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 430.

**GALARD (Mlle de).** — (Lettres à Ho Chi Minh). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1033 [1<sup>er</sup>, 2, 8, 9 et 12 juin 1954] (p. 2746, 2747, 2749, 2861).

**GAMBETTA.**

— statue au rond-point de la Défense. — Voy. *Monuments commémoratifs*, § 12.

— (Observations concernant son opinion sur le scrutin d'arrondissement). — Voy. ELECTIONS, (n° 11687) [16 novembre 1955] (p. 5769).

**GARAGE.**

— droit proportionnel à la patente pour le. — Voy. *Finances locales*, §§ 39, 40, 42, 43, 44, 46.

**GARAGISTES.**

— impôts et taxes sur les produits pétroliers (récupération par les). — Voy. *Impôts indirects*, § 73.

— motoristes (statut des). — Voy. *Commerce et industrie*, § 89.

**GARANTIES.**

— américaine et anglaise sur la question sarroise. — Voy. *Sarre*, § 3.

— disciplinaires aux fonctionnaires. — Voy. *Fonctionnaires*, § 98.

— fonds national de. — Voy. *Prestations familiales*, § 82.

**GARÇONS DE SALLES ET D'ANALYSES.** — Voy. BUDGET 1954 (n° 6754), *Education nationale* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1706).

**GARD (Département du).** — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 101, 118, 123, 137, 356, 456, 501, 503.

**GARDE.**

— meubles (statut du). — Voy. *Commerce et industrie*, § 111.

**GARDE-CHAMPÊTRE (Attribution de ces fonctions à une femme).** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 56.

**GARDE RÉPUBLICAINE.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret relative à la réorganisation de la musique de la garde républicaine, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 juillet 1952 (ren-

voyée à la Commission de la défense nationale), n° 3987.

§ 2. — Classification, catégorie spéciale. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 21.

— prestations pour habillement. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 12.

— repos hebdomadaire. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 5.

### GARDIENS.

— de la paix et gradés de la préfecture de police. — Voy. *Police (Personnel de la)*, § 4.

— de la paix de la sûreté nationale. — Voy. *Police (Personnel de la)*, § 10.

— verseurs des recettes-perceptions. — Voy. *Fonctionnaires*, § 39.

**GARE DE L'EST (Retrait du grand hall du tableau représentant le départ des mobilisés en 1914).** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 470.

### GARE D'ORSAY.

— (Aménagement de la). — — Voy. BUDGET 1955 (n° 9300) (*Travaux publics, Transports et Tourisme*) [11 décembre 1954] (p. 6125 et suiv.).

— (Utilisation éventuelle). — Voy. ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE (n° 10586); BUDGET 1955 (*Travaux publics*) (n° 9300) [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 554); (*Comptes spéciaux du Trésor*) (n° 9655) [15 mars 1955] (p. 1426).

**GARE DES INVALIDES (Utilisation éventuelle).** — Voy. ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE (n° 10586).

### GARES.

— d'Eyguiars Orpierre (chemins d'accès à la). — Voy. *Chemins de fer*, § 78.

— Internationales de Modane et Vintimille. — Voy. *Traités et conventions*, § 65.

— marchés (fruits et légumes). — Voy. *Commerce et industrie*, § 73.

— d'Orsay (aéroport à la). — Voy. *Aéronautique*, § 17.

### GARONNE.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M Trémouille et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à établir un plan d'ensemble de prévention et de défense contre les inondations de la Garonne, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 juillet 1952 (renvoyée à la Commission des finances), n° 4112.

§ 2. — Dignes et rives de la. — Voy. *Eaux*, § 19.

### GASCOGNE.

— alimentation en eau des coteaux de. — Voy. *Eaux*, § 14.

— crise économique et sociale en. — Voy. *Commerce et industrie*, § 70.

— (Irrigation des coteaux de). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 608 [15, 22 octobre 1953] (p. 4491); n° 1290 [23 mars 1955] (p. 1902).

**GAS-OIL (Prix du —).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 13 [16 novembre 1951] (p. 8153).

### GASTRECTOMIE.

— taux de pension affecté à la. — Voy. *Pensions militaires*, § 38.

### GAULLE (GÉNÉRAL CHARLES DE).

— (Attitude du). — Voy. DÉBAT SUR L'INVESTITURE DE M. MAURICE - PETSCHÉ [2 août 1951] (p. 6154).

— (Listes du département de la Loire portant le nom du —). — Voy. ELECTIONS DE LA LOIRE [27 juillet 1951] (p. 6110 et suiv.); [31 juillet 1951] (p. 6125).

— (**Négociations nécessaires avec l'U. R. S. S.**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1112 [8 octobre 1954] (p. 4626, 4653); [12 octobre 1954] (p. 4671).

**GAY (Mme Francisque) (Son livre : « Comment j'élevé mon enfant »).** — Voy. BUDGET DE L'ÉTAT (n° 760) [6 septembre 1951] (p. 6964).

## GAZ.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi du 15 février 1941 » relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz (*voir la table des impressions de la 1<sup>re</sup> législature, p. 1308, 2<sup>e</sup> col., § 2*).

Avis défavorable du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 10 juillet 1951 (renvoyé à la Commission de la production industrielle), n° 6.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les dispositions nécessaires pour que le fonctionnement de l'usine à gaz de Martigues et la fourniture du gaz de houille aux usagers de cette localité ne soit pas interrompue, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 novembre 1951 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 1479.

§ 3. — Proposition de résolution de Mlle Mireille Dumont et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les dispositions nécessaires pour la reprise du fonctionnement de l'usine à gaz de Martigues et la fourniture de façon permanente du gaz à houille aux usagers de cette localité, présentée au Conseil de la République le 22 novembre 1951 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 745 (année 1951).

§ 4. — Proposition de loi de M. Védrines et plusieurs de ses collègues tendant à ce que les tarifs de vente du gaz soient immédiatement

abaissés au niveau d'un tarif national correspondant au prix de revient des installations modernes, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 mars 1952 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 3042.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Pic et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser la législation relative aux petites exploitations gazières déficitaires et à permettre le rétablissement de leur équilibre financier, présentée au Conseil de la République le 3 décembre 1952 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 608 (année 1952).

§ 6. — Proposition de loi de M. Alfred Krieger et plusieurs de ses collègues tendant à l'assainissement des conditions d'exploitation des entreprises gazières non nationalisées, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 août 1954 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 9040; rapport le 7 octobre 1955 par M. Alfred Krieger, n° 11569.

§ 7. — Proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à alléger de toute pénalisation fiscale la consommation du gaz et de l'électricité, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 novembre 1954 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 9588.

§ 8. — Indemnisation des non-lotis. — Voy. *Nationalisations*, § 2.

— nationalisation du. — Voy. *Nationalisations*, § 4.

— naturels (Recherches de). — Voy. *Carburants*, §§ 4, 22.

— naturels (Statut de la production des). — Voy. *Carburants*, §§ 16, 22.

— pénalisation fiscale sur la consommation de l'électricité et du. — Voy. *Gaz*, § 7.

— tarifs de vente du. — Voy. *Gaz*, § 4.

## GAZ DE FRANCE.

Voy. BUDGET 1952 (*Investissements économiques et sociaux*) (n° 2033) [27 décembre 1951] (p. 9945, 9948, 9957 et suiv.); BUDGET 1953 (*Investissements*) (n° 4785) [20 décembre 1952] (p. 6752, 6760); BUDGET 1954 (n° 6760) [10 décembre 1953] (p. 6414, 6431).

— (**Défaillances en période de froid**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 911.

— (**Fermeture annoncée de la centrale de Nanterre (Seine)**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 964.

— (**Production et utilisation du gaz de coke dans la région de Saint-Etienne**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 288 [26 mars 1954] (p. 1326).

**GAZ ET ÉLECTRICITÉ (Prix du —)**. — Voy. BUDGET 1954 (n° 6760) [3 novembre 1953] (p. 4744).

### GELÉES.

— associations pour la lutte contre les. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 264.

— de mai 1953. — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 304, 308, 324.

— de mai 1955. — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 436, 442.

— printanières (Assurance obligatoire). — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 233.

### GEMMEURS.

— avances aux. — Voy. *Forêts*, § 6.

### GEMMEURS DES LANDES.

— (**Conflit avec les sylviculteurs des Landes**). — Voy. BUDGET 1954 (*Agriculture*) (n° 6752) [3 décembre 1953] (p. 5936).

— (**Revendications des**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 608 [13, 22 octobre 1953] (p. 4406, 4474).

— (**Salaires des**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 631.

### GENDARMERIE.

— de l'air. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 26.

— fusion des. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 25.

— rattachement à une direction générale de toutes les — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 16.

— (**Nomination d'un général de**). — Voy. BUDGET 1954 (*France d'outre-mer*) (n° 7353) [19 mars 1954] (p. 1134, 1137).

### GENDARMERIE NATIONALE.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Penoy tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie en matière de pensions, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 juillet 1951 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 198.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder une prime de « première mise d'équipement » au personnel de la gendarmerie nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 2 août 1951 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 469.

§ 3. — Proposition de loi de M. Médecin et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une carte de prévôtal destinée aux militaires des prévôtés de l'avant, au titre de combattant, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 août 1951 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 640 ; rapport le 11 mars 1954 par M. Badie, n° 8015.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Médecin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un supplément indiciaire au personnel non officier de la gendarmerie ayant la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du Procureur de la République, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 août 1951 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 889 ; rapport le 21 décembre par M. Pierre Métayer, n° 2141.

§ 5. — Proposition de loi de M. Penoy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rendre effectif le repos hebdomadaire dans la gendarmerie nationale et dans la

Garde républicaine, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 septembre 1951 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 952; rapport le 21 décembre par M. Pierre Métayer, n° 2143.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à attribuer le bénéfice de la campagne simple aux militaires de la gendarmerie et de la Garde en résidence à Vienne et à Berlin, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 septembre 1951 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 1137.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer au centre d'administration de la gendarmerie nationale un bureau liquidateur des pensions, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 septembre 1951 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 1160.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Emile Bèche et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser aux retraités de la gendarmerie et de la Garde républicaine rappelés en activité lors des grèves de 1947 et 1948 les indemnités de déplacement et de maintien de l'ordre auxquelles ils peuvent légitimement prétendre, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 septembre 1951 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 1187; rapport le 21 décembre par M. Métayer, n° 2142.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 13 de l'instruction du 27 juin 1929, en vue d'assouplir les conditions d'affectation dans la Gendarmerie nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 novembre 1951 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 1402; rapport le 21 décembre par M. Pierre Métayer, n° 2144.

§ 10. — Proposition de résolution de M. André Monteil et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les gendarmes titulaires du diplôme d'officier de police judiciaire auxiliaire du Procureur de

la République à se présenter à l'examen du stage préparatoire de l'Ecole des officiers de la Gendarmerie nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 novembre 1951 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 1603; rapport le 17 décembre 1952 par M. Métayer, n° 5129. Adoption sans débat le 25 janvier 1953 (1<sup>re</sup> séance). — Résolution n° 651.

§ 11. — Proposition de loi formulée par M. Courrière et plusieurs de ses collègues tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la Gendarmerie, en matière de pension, présentée au Conseil de la République le 20 novembre 1951, transmise à l'Assemblée Nationale le 20 novembre 1951 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 1639.

§ 12. — Proposition de résolution de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les prestations allouées au personnel non officier de la Gendarmerie nationale et de la Garde républicaine, pour le couvrir des charges qui lui sont imposées en matière d'habillement et d'équipement, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1951 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 1708.

§ 13. — Proposition de loi de M. Médecin tendant à accorder à la Gendarmerie nationale l'autonomie, en ce qui concerne le commandement de cette arme et son budget, sous l'autorité directe du Ministre de la Défense nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 décembre 1951 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 1835.

§ 14. — Proposition de résolution de M. Métayer et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier les limites d'âge des officiers de gendarmerie et à adopter pour les officiers généraux et supérieurs de cette arme les limites d'âge fixées avant août 1940 et pour les officiers subalternes les actuelles limites d'âge des sous-officiers, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1951 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 2093; rapport collectif le 25 janvier 1952 par M. Métayer, n° 2469 (Voy. *ci-dessous*, § 15). Adoption sans débat le 18 mars 1952. — Résolution n° 277.

§ 15. — Proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à modifier les limites d'âge des officiers de Gendarmerie et de la Garde républicaine, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1951 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 2094; rapport collectif le 25 janvier 1952 par M. Métayer, n° 2469 (Voy. *ci-dessus* § 14).

§ 16. — Proposition de loi de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues tendant au rattachement de toutes les unités de gendarmerie à une même direction générale, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 mai 1952 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 3339.

§ 17. — Proposition de résolution de MM. André Monteil, Taillade et Gau tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le personnel de la Gendarmerie nationale à adhérer à l'Association des retraités de cette arme « l'Union nationale du personnel de la Gendarmerie et de la Garde, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 novembre 1952 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 4836.

§ 18. — Proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à instituer pour le personnel de la Gendarmerie une indemnité unique pour tous ses déplacements, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1952 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 5099.

§ 19. — Proposition de résolution de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires de la Gendarmerie nationale l'indemnité dite « prime de danger » allouée aux personnels des Compagnies républicaines de sécurité, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 novembre 1953 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 7195.

§ 20. — Proposition de résolution de M. Giacomoni et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à comprendre le personnel de la Gendarmerie nationale dans la classification « catégorie spéciale » afin de réaliser une parité de rémunération avec le personnel de la police, présentée au Conseil

de la République le 26 novembre 1953 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 556 (année 1953).

§ 21. — Proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à accorder la classification « catégorie spéciale » créée par la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 au personnel de la Gendarmerie nationale et de la Garde républicaine, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 décembre 1953 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 7529; rapport le 30 juin 1955 par M. Lucien Deboudt, n° 11068.

§ 22. — Proposition de résolution de MM. Paul Couston et André Monteil tendant à inviter le Gouvernement à doter la Gendarmerie nationale des véhicules automobiles nécessaires à ses unités, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 janvier 1954 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 7614.

§ 23. — Proposition de résolution de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires de la Gendarmerie nationale, lorsqu'ils sont victimes de leur devoir professionnel, les mêmes avantages que ceux accordés aux accidentés du travail du secteur privé, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 février 1954 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 7674.

§ 24. — Proposition de résolution de MM. Dorey et Gabelle tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires de la gendarmerie nationale, déplacés pour le maintien de l'ordre, des avantages identiques à ceux alloués aux personnels des compagnies républicaines de sécurité, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 février 1954 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 7720.

§ 25. — Proposition de loi de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation du décret n° 53-988 du 30 septembre 1953 suspendant les effets de la loi du 24 mai 1951 et remettant en vigueur le décret de fusion des gendarmeries, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 mai 1954 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 8370.

§ 26. — Proposition de loi de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'article 32 de la loi n° 51-651 du 24 mai 1951 et à l'organisation de la gendarmerie de l'air au sein de la gendarmerie nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 août 1954 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 9108.

§ 27. — Proposition de loi de M. Ducos tendant à reculer la limite d'âge des officiers de la gendarmerie nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 novembre 1954 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 9404.

§ 28. — Proposition de résolution de MM. Bêche et Capdeville tendant à inviter le Gouvernement à verser aux retraités de la gendarmerie et de la garde républicaine rappelés en activité les indemnités de déplacement et de maintien de l'ordre auxquelles ils peuvent légitimement prétendre, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 décembre 1954 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 9673.

§ 29. — Proposition de résolution de M. Paul Couston et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à doter la gendarmerie nationale des moyens automobiles nécessaires à l'accomplissement de ses missions, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mars 1955 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 10276.

§ 30. — Proposition de résolution de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les effectifs budgétaires de la gendarmerie nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mars 1955 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 10459; rapport le 29 juillet par M. Lucien Deboudt, n° 11391.

§ 31. — Proposition de résolution de M. Félix Gaillard tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le personnel de la gendarmerie faisant usage d'un vélomoteur personnel dans l'exécution du service à percevoir de l'essence détaxée, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 juillet 1955 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 11316.

§ 32. — Proposition de résolution de MM. Pierre Montel et Deboudt tendant à inviter le Gouvernement à décider que les services accomplis par les réservistes de la gendarmerie pendant la période de leur rappel à l'activité s'ajoutent au temps de services actifs et entrent en compte pour le calcul de leur pension, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 octobre 1955 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 11728; rapport le 24 novembre par M. Deboudt, n° 11962.

§ 33. — automobiles à la. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 29.

— avantages aux militaires victimes du devoir professionnel. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 23.

— bureau liquidateur des pensions à la. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 7.

— candidats pour être militaires à la (six mois de service militaire actif en sus). — Voy. *Armée*, § 58.

— classification « catégorie spéciale » de la. — Voy. *Gendarmerie nationale*, §§ 20, 21.

— construction d'immeuble pour les personnels de la. — Voy. *Construction immobilière*, § 42.

— croix de guerre au drapeau de la. — Voy. *Décorations*, § 31.

— direction générale de la. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 16.

— effectifs de la. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 30.

— frais de déplacement de la. — Voy. *Gendarmerie nationale*, §§ 18, 24, 28.

— fusion des. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 25.

— limite d'âge des officiers de la. — Voy. *Gendarmerie nationale*, §§ 14, 15, 27.

— prime de danger à la. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 19.

— réservistes rappelés de la. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 32.

— véhicules pour la. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 22.

## GENDARMES.

— usant d'un vélomoteur (Essence détaxée aux). — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 31.

**GENÈVE.**

— (**Centre de recherches nucléaires**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 619.

**GENÈVE (Accords de)**. — (Question posée par M. l'Abbé Gau touchant l'émigration contrariée des catholiques du Nord Viet-Nam). — Voy. INCIDENTS (n° 55) [3 décembre 1954] (p. 5742).

**GENÈVE (Conférence de).**

— (**Appel lancé par M. Nehru en faveur d'un « cessez-le-feu » en Indochine**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 935 [5, 9 mars 1954] (p. 470, 706, 754); INTERPELLATIONS, n° 997 [4, 6 mai 1954] (p. 2093, 2094, 2095, 2098, 2147, 2148, 2149, 2150, 2155); INTERPELLATIONS, n° 1026 [11, 13 mai 1954] (p. 2336, 2368).

— (**Application des accords sur l'Indochine**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1269, 1271, 1408 bis.

— (**Avantages obtenus par M. Bidault à**). — Voy. BUDGET 1955 (*Etats associés*) [17 décembre 1954] (p. 6517 et suiv.); [20 décembre 1954] (p. 6620 et suiv.).

— (**Délai de trente jours fixé d'avance aux négociations**). — Voy. MINISTÈRES (investiture de M. Mendès-France) [17 juin 1954] (p. 2993, 2997 à 2999, 3001, 3004); INTERPELLATIONS, n° 1081 [22, 23 juillet 1954] (p. 3533 et suiv.).

— (**Négociations sur le cessez-le-feu en Indochine**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1063 [24 juin 1954] (p. 3042, 3046, 3047, 3048, 3049).

— (**Rencontre des Quatre Grands**). — Voy. COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 1 et 1 bis.

— (**Situation militaire et diplomatique en Indochine et à Genève**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1036, 1043 (jonction avec

l'interpellation n° 1033) [1<sup>er</sup>, 2, 8, 9, 12 juin 1954] (p. 2739 et suiv.).

**GENÈVE (2<sup>e</sup> conférence de).**

— (**Deuxième rencontre des Quatre Grands**). — Conséquences à tirer de l'échec sarrois. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1494.

— (**Politique étrangère du Gouvernement au lendemain de la**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 1509, 1517.

**GÉNIE RURAL.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'acte dit loi du 15 décembre 1941 fixant le mode de calcul des primes de rendement des ingénieurs et agents du service du génie rural et à étendre à ces derniers le régime dont bénéficient les fonctionnaires des Ponts et Chaussées, en application de la loi n° 48-1530 du 29 septembre 1948, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 mai 1952 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 3526.

§ 2. — Proposition de loi de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du corps du génie rural, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 novembre 1954 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 9551; rapport le 4 février 1955 par M. Bourdellès, n° 10101; rapport supplémentaire le 7 octobre par M. Bourdellès, n° 11560.

§ 3. — Fonctionnaires du. — Voy. *Collectivités locales*, § 25.

— ingénieurs du. — Voy. *Génie rural*, § 2.

**GENS.**

— de maison et employeurs (différends). — Voy. *Conseils de prud'hommes*, § 16.

**GENS DE MAISON**. — (**Conventions collectives**). — Voy. TRAVAIL (RÈGLEMENTATION DU) (n° 1650).



**GÉOMÈTRES.**

— du cadastre. — Voy. *Pensions et retraites*, § 155.

— honoraire des. — Voy. *Géomètres-experts*, §§ 3, 4.

§ 1<sup>er</sup>. — Projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, complétant, en ce qui concerne les victimes de la guerre, la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts, transmise au Conseil de la République le 2 mai 1951 (*Voir la table des impressions de la 1<sup>re</sup> législature, p. 1312, 2<sup>e</sup> col., § 6*); rapport le 6 septembre 1951 par M. Bertaud, n° 662 (année 1951); avis n° 256 (année 1951) donné le 11 septembre 1951.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 13 septembre 1951 (1<sup>re</sup> séance). — Projet de loi n° 47.

Loi du 21 septembre 1951, publiée au *J. O.* du 22 septembre.

§ 2. — Proposition de loi de M. Olmi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'Ordre des géomètres-experts, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 décembre 1952 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 5056; rapport le 20 mars 1953 par M. Kir, n° 5959.

§ 3. — Proposition de loi de Mme Marie-Hélène Cardot tendant à étendre aux géomètres-experts les barèmes d'honoraires définis aux articles 4, 5 et 6 du décret n° 49-165 du 7 février 1949, présentée au Conseil de la République le 10 mars 1955 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 124 (année 1955).

§ 4. — Proposition de loi de M. Penoy tendant à étendre aux géomètres experts les barèmes d'honoraires définis aux articles 4, 5, 6 et 7 du décret n° 49-165 du 7 février 1949, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 juillet 1955 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 11127.

**GEORGES VI.** — Voy. ALLOCUTIONS DU PRÉSIDENT ET COMMUNICATIONS DU PRÉSIDENT (n° 6).

**GÉRANCES.**

— libres (Renouvellement des baux de locaux mis en). — Voy. *Propriété commerciale*, § 30.

**GÉRANTS.**

§ 1<sup>er</sup>. — Rapport fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail par M. Viatte sur la proposition de loi de M. Viatte tendant à préciser le statut des gérants de sociétés au regard de la législation de sécurité sociale (*Voir la table des impressions de la 1<sup>re</sup> législature, p. 1942, 2<sup>e</sup> col., § 99*); repris le 24 août 1951 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission du travail et pour avis à la Commission des finances, n° 836; rapport le 5 février 1952 par M. Viatte, n° 2474; rapport supplémentaire le 18 février 1954 par M. Viatte, n° 7798. Adoption en 1<sup>re</sup> délibération le 4 mars 1954 sous le titre : « *Proposition de loi tendant à fixer le statut des gérants de sociétés au regard de la législation de sécurité sociale* ». — Proposition de loi n° 1246.

Transmis au Conseil de la République le 9 mars 1954 (renvoyé à la Commission du travail et pour avis à la Commission de la justice), n° 111 (année 1954) (1); rapport le 24 juin par M. Walker, n° 344 (année 1954); avis de la Commission de la justice le 1<sup>er</sup> juillet par M. Marilhac, n° 376 (année 1954). Avis n° 144 (année 1954) donné le 1<sup>er</sup> juillet 1954.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 6 juillet 1954 (renvoyé à la Commission du travail), n° 8802; rapport le 25 mars 1955 par M. Viatte, n° 10519. Adoption avec modifications le 10 mai 1955 (1<sup>re</sup> séance) sous le titre : « *Proposition de loi tendant à fixer le statut des gérants de sociétés à responsabilité limitée et des présidents directeurs et directeurs généraux de sociétés anonymes au regard de la législation de sécurité sociale* ». — Proposition de loi n° 1911.

Transmise au Conseil de la République le 11 mai 1955 (renvoyée à la Commission du travail), n° 267 (année 1955); rapport par M. Walker, n° 268 (année 1955) et Adoption

(1) Voy. *Délai constitutionnel*, § 35.

avec modifications le 11 mai 1955. — Proposition de loi n° 88 (année 1955).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 12 mai 1955 (renvoyée à la Commission du travail), n° 10712; rapport par M. Viatte, n° 10750 et Adoption le 17 mai 1955 (1<sup>re</sup> séance). — Proposition de loi n° 1925.

Loi du 28 mai 1955, publiée au *J. O.* du 29 mai (p. 5522).

#### DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[19 février 1954] (p. 446); [4 mars 1954] (p. 648). Entendus dans la discussion générale : MM. Charles Viatte, *Rapporteur de la Commission du travail et de la sécurité sociale*; Marius Patinaud, Guy Petit; observations concernant : la situation des présidents-directeurs des sociétés anonymes au regard de la sécurité sociale (p. 446); la situation de M. Tevissen, membre du Conseil national du patronat français et considéré comme salarié (p. 447); la nécessité d'une expérience mutualiste pour l'ensemble des gérants (p. 448); clôture de la discussion générale (p. 448); le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 448). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 448); demande de disjonction présentée par M. Patinaud (p. 448); rejet au scrutin (p. 448); liste des votants (p. 463); demande de renvoi à la Commission présentée par M. Joseph Delachenal (p. 448); la discussion est renvoyée à une séance ultérieure (p. 448); reprise de la discussion (p. 648); demande de renvoi à la Commission présentée par M. Marius Patinaud (p. 648); rejet au scrutin (p. 648); liste des votants (p. 678); amendement présenté par M. Linet tendant à réserver la qualité de salariés aux gérants ne possédant pas 5 0/0 des actions (p. 648); rejet (p. 648); amendements présentés par MM. Besset et Burlot tendant à ne pas considérer comme salariés les présidents-directeurs et directeurs généraux des sociétés anonymes (p. 648); rejet au scrutin (p. 649); liste des votants (p. 679); amendements présentés par Mme Galicier, MM. Renard et Patinaud tendant à réserver la qualité de salariés aux présidents-directeurs et directeurs généraux ne possédant que peu ou pas d'actions (p. 649); rejet de l'amendement de Mme Galicier (p. 649); rejet du texte commun des amendements de MM. Renard et Patinaud (p. 650); adoption au scrutin de l'article premier (p. 650); liste des votants (p. 684). — Art. 2 : *Accidents du travail* (p. 650); demande de disjonction présentée par M. Patinaud (p. 650); rejet de la demande (p. 650); amendement présenté par M. Musmeaux tendant à éliminer des bénéfi-

ciaires de la loi les gérants possédant plus de 5 0/0 du capital social (p. 650); rejet (p. 650); amendement présenté par M. Linet tendant à éliminer les présidents directeurs et directeurs généraux des sociétés anonymes (p. 650); rejet (p. 650); amendement présenté par M. Fayet tendant à rétablir le bénéfice de la loi aux gérants actionnaires (p. 650); rejet (p. 650); adoption au scrutin de l'article 2 (p. 650); liste des votants (p. 682). — Art. 3 (p. 650); demande de disjonction présentée par M. Patinaud (p. 650); rejet (p. 650); amendement présenté par Mme Francine Lefebvre tendant à faire verser aux gérants des cotisations majorées (p. 650); adoption (p. 650); adoption au scrutin de l'article 3 (p. 651); liste des votants (p. 684); modification du titre : *Proposition de loi tendant à fixer le statut des gérants de sociétés au regard de la législation de sécurité sociale* (p. 651); adoption au scrutin de l'ensemble de la proposition de loi (p. 651); liste des votants (p. 684). = Orateurs : MM. Bacon, *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*; Besset, Delachenal, Patinaud, Viatte, *Rapporteur*.

#### DISCUSSION EN SECONDE LECTURE

[10 mai 1955] (p. 2616). Est entendue : Mme Francine Lefebvre. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 2617); amendement de M. Pierre André tendant à supprimer les mots « les ascendants » (p. 2617); adoption de l'amendement (p. 2617); adoption de l'article (p. 2617). — Art. 2 et 4 : adoption (p. 2617); adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2618). = Orateurs : MM. Pierre André, Bacon, *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*; Mme Francine Lefebvre.

#### DISCUSSION EN TROISIÈME LECTURE

[17 mai 1955] (p. 2804). — Est entendu : M. Viatte, *Rapporteur*; observations sur la prise en compte des parts sociales détenues par les ascendants pour les accidents du travail (p. 2804). — Art. 1<sup>er</sup> : adoption (p. 2804); adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2804). = Orateur : M. Besset.

§ 2. — Proposition de loi de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à doter d'un statut professionnel les gérants non salariés des maisons à succursales multiples et des coopératives de consommation définies par la loi du 21 mars 1941, modifiée par la loi du 3 juillet 1944, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 décembre 1951 (renvoyée à la Commission des affaires économiques et pour avis au Conseil économique), n° 2187; avis collectif

du Conseil économique le 12 mai 1953, n° 6115 (Voy. *ci-dessous*, § 3).

§ 3. — Proposition de loi de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et compléter la loi du 3 juillet 1944 précisant la situation, au regard de la législation du travail, des gérants de succursales de maisons d'alimentation de détail, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1952 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis au Conseil économique), n° 4892; avis collectif du Conseil économique le 12 mai 1953, n° 6115 (Voy. *ci-dessus*, § 2).

§ 4. — Proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à rétablir dans leurs droits au regard de l'assurance vieillesse les bibliothécaires-gérants travaillant pour le compte de l'entreprise concessionnaire des bibliothèques dans les gares de la S. N. C. F. et du chemin de fer métropolitain de Paris, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 janvier 1955 (renvoyée à la Commission du travail), n° 9884; rapport le 13 juillet par M. Viatte, n° 11192.

§ 5. — d'agences postales. — Voy. *P. T. T.*, §§ 12, 59.

— des bureaux de tabac. — Voy. *Maires et adjoints*, § 10.

— droit de préemption en cas de vente de fonds de commerce. — Voy. *Préemption (Droits de)*, § 41.

— libres (Situation fiscale des). — Voy. *Fonds de commerce*, § 9.

— non salariés des maisons à succursales multiples. — Voy. *Gérants*, § 2.

— de sociétés (Responsabilité des). — Voy. *Sociétés*, § 38.

— de sociétés à responsabilité limité. — Voy. *Impôts directs*, § 168.

— de sociétés (Sécurité sociale). — Voy. *Gérants*, § 1<sup>er</sup>.

— de succursales de maisons d'alimentation. — Voy. *Gérants*, § 3.

**GÉRANTS DE SOCIÉTÉS.** — Voy. DÉLAI CONSTITUTIONNEL (n° 8500).

**GERS (Département du).** — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 144, 148, 152, 159, 163, 183, 215, 234.

## GESTION.

— des services publics. — Voy. *Commissions de l'A. N.*, § 4.

— (**Substitution du système de gestion à celui de l'exercice**). — Voy. *Impôts (Dispositions générales)* (n° 6433) [7 juillet 1953] (p. 3331).

**GEVELOT (Usine) (Explosion à Sèvres).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 532.

## GIBIER.

— d'eau (Fermeture de la chasse au). — Voy. *Chasse*, § 11.

— protection du. — Voy. *Chasse*, § 17.

## GIRARD (Georges).

— Légion d'honneur au cheminot. — Voy. *Décorations*, § 33.

**GIRARD (Rosan) (Bénédiction de son écharpe parlementaire).** — Voy. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (n° 1803) [11 février 1954] (p. 194).

## GIRONDE (Département de la).

— Suppression des deux circonscriptions du. — Voy. *Elections*, §§ 114, 120.

Voy. aussi : *Calamités atmosphériques*, §§ 30, 148, 152, 154, 159, 160, 174, 210, 213, 214, 221, 272, 273, 274, 276, 279, 280, 281, 286, 288, 301, 377, 418, 432.

## GISEMENTS.

— houillers (mise en valeur). — Voy. *Mines*, § 1<sup>er</sup>.

— d'hydrocarbures. — Voy. *Redevances minières*, § 2.

**GLACES.**

— et crèmes glacées. — Voy. *Commerce et industrie*, § 60.

**GLAOUÏ (Le) (Son humiliation lors de la restauration du sultan Ben Youssef).** — Voy. QUESTION DE CONFIANCE n° 5 [29 novembre 1955] (p. 6051).

**GLAS ET TOCSIN DE ROGER DELPEY.** — Voy. BUDGET 1953 (*Etats associés*) (n° 5783) [19 décembre 1952] (p. 6658).

**GLISSEMENTS DE TERRAINS.**

— dommages causés par les. — Voy. *Calamités publiques*, § 6.

**GNOME ET RHONE (Indemnité des porteurs d'actions).** — Voy. BUDGET 1954 (*Comptes spéciaux du Trésor*) [13 décembre 1953] (p. 6619).

**GOA (TERRITOIRE PORTUGAIS DE).** — Voy. ELECTIONS (n° 11687) [2 novembre 1955] (p. 5474).

**GONEVILLE-MAUPERTUS (MANCHE) (Aérodrome de).** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 353 [13 août 1954] (p. 4187).

**GOSSOT (Inspecteur d'académie de la Charente-maritime refusant les élèves de l'enseignement libre).** — Voy. BUDGET 1952 (*Education nationale*) (n° 982) [19 décembre 1951] (p. 9373).

**GOUBERT (ex-député de Pondichéry) (Son passage à l'Union indienne).** — Voy. INTERPELLATIONS, nos 994, 996, 1074, 1093, 1098 [10, 27 août 1954] (p. 4032, 4344, 4348, 4352).

**« GOUTTE D'OR » (Incidents du quartier de la).** — Voy. INTERPELLATIONS, nos 1431, 1434 bis.

**GOVERNEMENT.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de MM. Godin et Nocher relative à la composition du Gouvernement, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 décembre 1951 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1986.

§ 2. — Proposition de loi de M. Jean-Paul David relative à la composition du Gouvernement, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 janvier 1952 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 2419.

§ 3. — Proposition de loi de M. Bruyneel tendant à l'organisation du Gouvernement de la République, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 février 1952 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 2700.

§ 4. — Proposition de loi formulée par M. Le Guyon relative à la limitation du nombre des ministères et à la composition du Gouvernement, présentée au Conseil de la République le 13 mars 1952, transmise à l'Assemblée Nationale le 14 mars 1952 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 2936.

§ 5. — Proposition de loi de M. Penoy relative à la composition du Gouvernement et à la limitation du nombre des ministères, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 juin 1953 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6326.

§ 6. — Proposition de loi de M. Hutin-Desgrès et plusieurs de ses collègues relative à la composition du Gouvernement, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 février 1955 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 10209.

§ 7. — Proposition de loi de M. Hutin-Desgrès relative à la composition du Gouvernement, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1955 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 11873.

§ 8. — Composition du. — Voy. *Budget (exercice 1953)*, § 38. — *Gouvernement*, §§ 6, 7. — généraux d'A. E. F. et d'A. O. F. — Voy. *T. O. M.*, § 69.

Voy. BUDGET 1955 (*Douzièmes provisoires*) (nos 10220, 10533).

— (Composition du — Laniel). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 604, 605, 607.

— (Composition du — Mendès-France et sa politique). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068 [24 juin 1954] (p. 3042).

— (Composition envisagée). — Voy. MINISTÈRES (Investiture de M. Mendès-France) [17 juin 1954] (p. 2994).

— (Composition et politique du —). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 475, 485, 488).

— (Responsabilité ministérielle en cas de réponse inexacte à une question orale ou écrite). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 332.

— (Stabilité ministérielle et régime électoral). — Voy. ELECTIONS (n° 11687) [30 octobre 1955] (p. 5396, 5397), [31 octobre 1955] (p. 5432, 5433).

— (Statut constitutionnel des Secrétaires d'Etat). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 285 [9 avril 1954] (p. 1966, 1967).

— (Structure ministérielle en matière de Défense nationale). — Voy. DÉFENSE NATIONALE (nos 10809, 10958).

**GOUVERNEMENT (POLITIQUE DU)** (Déclaration de M. Edgar Faure en réponse à une question orale posée par M. Lecourt). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 474; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT.

## GOUVERNEUR.

— honoraire des colonies. — Voy. *Honorariat*, § 1<sup>er</sup>.

— des T. O. M. (Exigibilité des). — Voy. *Elections*, § 76.

## GRADE.

— de directeur d'école publique. — Voy. *Enseignement (Dispositions générales)*, § 33.

**GRAMMONT (LOI)**. — Voy. *Animaux*, § 2.

## GRAND.

— itinéraire routier La Rochelle—Zurich. — Voy. *Voirie*, § 16.

— Prix de Rome (Professeurs titulaires d'un). — Voy. *Enseignement supérieur*, § 18.

## GRANDE-BRETAGNE.

— accord avec. — Voy. *Traités et Conventions*, §§ 30, 33.

— aide aux populations sinistrées par un cyclone. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 297.

— convention consulaire avec la. — Voy. *Traités et conventions*, § 77.

— convention sur le service militaire. — Voy. *Traités et conventions*, § 137.

— (Adresses de sympathie réciproques des deux Parlements français et britannique à l'occasion du cinquantenaire de l'Entente cordiale) [8 avril 1954] (p. 1873).

— (Alliance avec la —). — Voy. INVESTITURE DE : M. MENDÈS-FRANCE [3, 4 juin 1953] (p. 2910, 2931, 2935, 2952, 2969); M. A. MARIE [18 juin 1953] (p. 3073, 3079).

— (Attitude de la Grande-Bretagne à l'égard de la Communauté européenne de défense). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 224 [23 octobre 1953] (p. 4531); DÉBAT DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE [17, 27 novembre 1953] (p. 5194, 5247, 5296, 5334, 5474, 5479, 5486, 5352, 5353, 5356, 5357, 5481, 5482, 5189, 5205, 5245, 5222, 5223).

— (Engagements militaires et politiques consentis vis-à-vis de la C. E. D., puis de l'U. E. O.). — Voy. TRAITÉS ET CONVENTIONS

(n<sup>os</sup> 5404, 9432, 9658, 9806) [28, 29, 30 août 1954]; INTERPELLATIONS, n<sup>o</sup> 1112 [31 août, 7, 8, 12 octobre 1954].

— **(Garanties touchant la Sarre).** — Voy. INTERPELLATIONS, n<sup>o</sup> 1287 [23 mars 1955] (p. 1866 à 1869).

— **(Interventions en Afrique du Nord).** — Voy. INTERPELLATIONS, n<sup>o</sup> 1088 [10 août 1954] (p. 4044); [26 août 1954] (p. 4257, 4262, 4283, 4284); [27 août 1954] (p. 4341, 4342).

— **(Refus certain de toute association effective à l'Europe des Six) (Rapport prétendu de l'Ambassadeur à Londres).** — Voy. INTERPELLATIONS, n<sup>o</sup> 611 [17, 27 novembre 1953] (p. 5474).

— **(Rôle modérateur de M. Winston Churchill à l'occasion du conflit d'Indochine).** — Voy. INTERPELLATIONS, n<sup>o</sup> 997 [4, 6 mai 1954] (p. 2092, 2094, 2095, 2146, 2149).

#### GRAND-FORT PHILIPPE (Nord).

— pêcheurs à la part du port de. — Voy. *Pêche*, §§ 17, 19.

#### GRANDS CONSEILS.

— en A.O.F. et A.E.F. — Voy. *T.O.M.*, §§ 56, 67, 69, 109.

#### GRANDS INFIRMES.

— aide aux. — Voy. *Assistance et prévoyance sociale*, §§ 28, 29, 32, 34, 40, 47, 51.

— d'Algérie. — Voy. *Algérie*, § 134.

— allocation de salaire unique aux. — Voy. *Prestations familiales*, § 34.

— anomalies frappant les. — Voy. *Assistance et prévoyance sociales*, § 44.

— facilités de déplacement aux. — Voy. *Assistance et prévoyance sociales*, § 42.

— facilités de transport aux. — Voy. *Circulation (Facilités de)*, §§ 15, 51.

— majoration pour tierce personne. — Voy. *Assistance et prévoyance sociales*, § 23.

— plafond des ressources pour la pension servie aux. — Voy. *Assistance et prévoyance sociales*, § 46.

#### GRANDS INVALIDES.

— allocation n<sup>o</sup> 8 aux. — Voy. *Pensions militaires*, § 49.

— allocation à la tierce personne ayant prêté assistance aux. — Voy. *Retraites des vieux travailleurs salariés*, § 84.

— exonération des droits du permis de chasse. — Voy. *Victimes de la guerre*, § 5.

— intégration des allocations des. — Voy. *Pensions militaires*, §§ 4, 12, 34.

— liste des bénéficiaires du statut des. — Voy. *Victimes de la guerre*, § 21.

— réduction du tarif d'assurance aux. — Voy. *Assurances*, § 10.

**GRANDVAL (M. Gilbert).** — Voy. BUDGET 1955 (*Douzièmes provisoires*) (n<sup>o</sup> 11001) [29 juin 1955] (p. 3457).

— **(Choix d'un résident général incompetent au Maroc).** — Voy. CENSURE (MOTIONS DE) [6 octobre 1955] (p. 4801).

— **(Déclarations discutables du 28 juin 1955).** — Voy. INTERPELLATIONS, n<sup>o</sup> 1390.

— **(Désignation, rôle, rappel).** — Voy. INTERPELLATIONS, n<sup>o</sup> 1288 [6, 7, 8 octobre 1955].

#### GRANIT DE BRETAGNE.

Proposition de résolution de M. Cornu tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à faciliter l'utilisation du granit de Bretagne, présentée au Conseil de la République le 2 août 1955 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n<sup>o</sup> 515 (année 1955).

#### GRATIFICATIONS.

— de fin d'année (Cotisations de sécurité sociale). — Voy. *Sécurité sociale*, § 83

— aux vieux serviteurs des établissements militaires de l'Etat. — Voy. *Décorations*, § 47.

### GRATUITÉ.

— des fournitures scolaires. — Voy. *Enseignement (Dispositions générales)*, § 4.

— des repas aux élèves des centres d'apprentissage. — Voy. *Formation professionnelle*, § 13.

— des soins médicaux et des frais pharmaceutiques. — Voy. *Sécurité sociale*, § 164.

— de transport du charbon au personnel des mines. — Voy. *Mines*, § 13.

— de transport du charbon aux retraités mineurs. — Voy. *Mines*, § 72.

— de transport aux jeunes gens sous les drapeaux. — Voy. *Armée*, §§ 50, 75, 125.

### GRÈCE.

— accession au traité de l'Atlantique Nord de la. — Voy. *Traités et conventions*, § 48

— convention de commerce avec la. — Voy. *Traités et conventions*, §§ 42, 54.

— invitation à accéder au traité de l'Atlantique Nord. — Voy. *Traités et conventions*, § 32.

### GREFFES.

— cogestion des. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 46.

— fonctionnarisation du personnel des. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 31.

### GREFFIERS.

— création de postes au tribunal civil de la Seine. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 4.

— de justices de paix. — Voy. *Organisation judiciaire*, §§ 26, 34, 37, 41, 42.

— de paix et de police (Indemnité des). — Voy. *Indemnités*, § 4; *Organisation judiciaire*, §§ 40, 41, 42.

— statut disciplinaire des. — Voy. *Officiers publics et ministériels*, §§ 1<sup>er</sup>, 3.

— titulaires de charges. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 58.

### GRÈLE.

— agriculteurs sinistrés par la. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 17.

— associations pour la lutte contre la. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 264.

— assurance obligatoire contre la. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 233.

### GRENIERS.

— combles, galetas (Habitation dans les immeubles en co-propriété des). — Voy. *Logement (Crise du)*, § 8.

— de réserve eu A. O. F. — Voy. *T. O. M.*, § 240.

**GRÈVE DU PERSONNEL HOTELIER A MONACO.** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 72.

**GRÈVE DE L'USINE « LA VISCOSE ».** — Voy. BUDGET 1953 (n° 4263) (*Intérieur*) [13 décembre 1952] (p. 6329).

**GRÈVE DES ENSEIGNANTS.** — Voy. INTERPELLATIONS, nos 13 [9 novembre 1951] (p. 7884), 42, 49, 809; QUESTIONS ORALES nos 29, 266 [12 février 1954] (p. 266); BUDGET 1954 (*Education nationale*) (n° 6754) [30 mars 1954] (p. 1507), [31 mars 1954] (p. 1530).

### GRÈVES.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Ramarony portant réglementation du droit de grève, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 août 1951 (renvoyée à la Commission du travail), n° 606.

§ 2. — Proposition de loi de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux travailleurs de la fonction publique, des entreprises nationalisées, ainsi qu'aux salariés des entreprises privées, le payement intégral des journées de grève, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 octobre 1953 (renvoyée à la

Commission du travail), n° 6728 ; rapport le 16 octobre par M. Valentino, n° 6901.

§ 3. — Proposition de loi de MM. de Léotard, Gaillemain et Paquet tendant à mettre à la charge des instigateurs et fomentateurs de grèves les préjudices causés à l'Etat, aux collectivités et aux particuliers, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 octobre 1953 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6738.

§ 4. — Proposition de résolution de MM. Penoy, Schaff et Albert Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes dispositions utiles pour que les engagements pris à la suite des récentes grèves soient respectés, notamment en ce qui concerne la levée des sanctions lorsqu'aucun acte de violence ou de sabotage n'a été relevé, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1953 (renvoyée à la Commission du travail), n° 6824 ; rapport le 30 octobre par M. Robert Coutant, n° 7042.

§ 5. — Abonnements téléphoniques dus par les abonnés durant les. — Voy. *P. T. T.*, § 42.

— amnistie pour faits de. — Voy. *Amnistie*, §§ 28, 29.

— à caractère politique (dépenses résultant des). — Voy. *Manifestations politiques*, § 1<sup>er</sup>.

— droit de. — Voy. *Grèves*, § 1<sup>er</sup>.

— forclusions du fait des. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 32.

— réparation des préjudices causés au pays du fait des. — Voy. *Grèves*, § 3.

— sanctions pour faits de. — Voy. *Amnistie*, § 29 ; *Chemins de fer*, § 87 ; *Grèves*, § 4.

— (**Amnistie aux grévistes**). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [20 octobre 1953] (p. 4409) ; [3 novembre 1953] (p. 4776).

— (**d'Air-France**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 101 et BUDGET 1952 (*Investissements économiques et sociaux*) (n° 2053) [27 décembre 1951] (p. 9358).

— (**dans l'Administration des finances**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 977 ; QUESTIONS ORALES, n° 326.

— (**Dans les mines à la suite de l'institution du ticket modérateur**). — Voy.

BUDGET 1952 (*Travail et sécurité sociale*) (n° 995) [13 novembre 1951] (p. 7967).

— (**de Commentry**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1418.

— (**de la R.A.T.P.**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 527.

— (**de Saint-Nazaire et Donges**) (**raffineries**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 1399, 1432.

— (**des artistes de la Radio-Télévision française**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 1140, 1144, 1161.

— (**des mines d'Audun-le-Tiche**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1309.

— (**des traminois de Bordeaux**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1400.

— (**des Traminois**) (**Lille, Roubaix, Tourcoing**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 490.

— (**des tuileries Bisch-Alsace**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1392.

— (**des usines S.I.D.E.L.O.R. à Homécourt**) (**Moselle**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 1397, 1403.

— (**Discussion du rapport sur le paiement des jours de grève et l'abrogation des sanctions contre les grévistes**). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [27 octobre 1953] (p. 4587, 4588) ; [12 novembre 1953] (p. 4980).

— (**du personnel pénitentiaire**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1495 ; QUESTIONS ORALES, n° 489.

— (**du personnel de la navigation et de la sécurité aériennes**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1511.

— (**du zèle dans les douanes**). — Voy. BUDGET 1955 (n° 9289) (*Services financiers*) [30 décembre 1954] (p. 6970).

— (**du zèle du personnel des douanes**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 1216, 1265.



— (**Exercice du droit de grève des fonctionnaires**). — Voy. RÉFORME FISCALE, (n° 7164) [9 avril 1954] (p. 1986 et suiv.).

— (**Incidents douloureux de Nantes**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 1458, 1463.

— (**Incidents survenus lors de l'évacuation des grévistes de l'usine Vincent frères à Haguenau**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 5, 7.

— (**Licenciement pour faits de grève à Hagondange (Moselle) par la S.A.F.E.**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1499.

— (**municipale de Lille**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1258.

— (**Politique du Gouvernement devant les grèves de l'été 1953**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 683, 684, 689, 699, 710, 716, 733, 736, 739 [6 octobre 1953] (p. 4018).

— (**Préjudice porté à l'économie française par les**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 279 [5 mars 1954] (p. 705).

— (**Réglementation du droit de —**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 683 et suiv. [6, 8 octobre 1953] (p. 4110, 4133).

— (**Sanctions pour faits de — appliquées aux agents des services publics**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 708, 709, 721.

— (**Situation d'ouvriers mineurs du Nord et du Pas-de-Calais licenciés pour faits de**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 406 [21 janvier 1955] (p. 96).

## GRÈVES D'AOUT.

— (**Retenue des salaires des journées de —**). — Voy. BUDGET 1954 (*Travaux publics*) (n° 6767) [12 décembre 1953] (p. 6558, 6595).

— (**Sanctions contre le personnel municipal**). — Voy. BUDGET 1954 (*Intérieur*) (n° 6761) [9 décembre 1953] (p. 6362).

**GRÈVES DE BREST.** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 176.

**GRÈVES DANS LES P.T.T. (Sanctions).** — Voy. BUDGET 1954 (*P. T. T.*) (n° 6773) [7 décembre 1953] (p. 6197 et suiv., 6204); INTERPELLATIONS, nos 953, 995; CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [28 décembre 1953].

## GRÉVISTES.

— délais pour le paiement des impôts des. — Voy. *Impôts directs*, § 129.

**GRIVÈLERIE.** — Voy. *Code pénal*, § 19.

## GROIX (ILE DE) (Morbihan).

— remembrement de l'. — Voy. *Agriculture*, § 102.

— (**Remembrement à l'île de —**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1272.

**GROSMENIL (PUITS DE).** — Voy. *Calamités publiques*, § 5.

**GROSSE (Docteur) (Hommage rendu au).** — Voy. BUDGET 1955 (*Charges communes*) (n° 9288) [8 mars 1955] (p. 1139).

## GROTTES.

Proposition de loi de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à assimiler les grottes ornées aux richesses minières quant à leur appartenance à l'Etat, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 mars 1955 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 10286.

**GROUPEMENT DES ÉCOLES ET TRANSPORT DES ÉLÈVES.** — Voy. BUDGET 1954 (*Education nationale*) (n° 6754) [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1644 à 1650).

**GROUPEMENTS.**

- interprofessionnel forestier. — Voy. *Forêts*, § 2.
- mutualistes (Emprunts des). — Voy. *Mutualité*, § 10.
- professionnels coloniaux. — Voy. *T.O.M.*, § 256.

**GROUPES.**

- sanguin sur la carte d'identité. — Voy. *Hygiène et santé publique*, § 38.
- scolaires (Construction de). — Voy. *Enseignement (Dispositions générales)*, § 62.
- scolaires (Entretien des). — Voy. *Enseignement (Dispositions générales)*, § 1<sup>er</sup>.
- sportifs (Réduction de tarifs). — Voy. *Circulation (Facilités de)*, § 16.

**GROUPES ADMINISTRATIFS (Mobiles opérationnels G. A. M. O.).** — Voy. BUDGET 1953 (*Etats associés*) (n° 4783) [19 décembre 1952] (p. 6654).

**GROUPES POLITIQUES.**

- (**Déclaration remise par le groupe du centre démocratique et social (apparenté au groupe du parti paysan)**) [19 janvier 1954] (p. 84).
- (**Division du R. P. F. et du groupe paysan**). — Voy. ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE (n° 5386) [12 mars 1954] (p. 847).
- (**Listes électorales des membres des**). [6 juillet 1951] (p. 5913); [10 juillet 1951] (p. 5922); [3 janvier 1953] (p. 62, 79); [1<sup>er</sup> janvier 1955] (p. 6, 7).

**GADELOUPE.**

- assurances sociales à. — Voy. *D. O. M.*, §§ 19, 20.
- centre régional de cancérologie. — Voy. *D. O. M.*, § 94.
- Conseil général de la. — Voy. *D. O. M.*, §§ 62, 63, 64, 68.

— tarif douanier de la. — Voy. *D. O. M.*, § 83.  
Voy. INTERPELLATIONS, n° 837.

— (**Affaire de Sainte-Anne (armement de bandes mercenaires sur fonds communaux)**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1134.

— (**Conseil général, élections**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 621 [26 mars, 6, 8, 9 avril 1954] (p. 1770, 1771, 1772, 1936, 2019, 2033); CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [11 juin 1954] (p. 2946), [24 juin 1954] (p. 3041).

— (**Découverte d'un engin radio-électrique au Moule (Guadeloupe)**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 313 [11 juin 1954] (p. 2941, 2942).

— (**Difficultés entre le préfet et le Conseil général**). — Voy. BUDGET 1954 (*Intérieur*) (n° 6761) [9 décembre 1953] (p. 6347).

— (**Elections**). — Voy. BUDGET 1955 (n° 9293), *Intérieur* [23 novembre 1954] (p. 5279).

— (**Elections législatives à la**). — Voy. COMMUNICATIONS DU PRÉSIDENT, n° 6.

— (**Elections municipales à la**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 587.

— (**Elections municipales dans la commune du Moule**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 678.

— (**Elections municipales de la ville du Moule**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 284 [19 mars 1954] (p. 1062 à 1064).

— (**Incidents survenus à la**). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5773).

— (**Opérations électorales du Moule**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 456.

— (**Opérations de recensement**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 1238, 1300.

— (**Politique économique et sociale dans les D. O. M. et à La Guadeloupe**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 972.

— (**Recensement dans la commune de Port-Louis**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 267 [12 février 1954] (p. 267).

— (**Sanglants événements**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 146, 147, 209 et CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS, [19 février 1952] (p. 799).

— (**Situation scolaire**). — Voy. BUDGET 1954 (n° 6754), *Education nationale* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1635).

— (**Tarifs de déchargement des marchandises dans les ports**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 270 [19 février 1954] (p. 428).

### GUARBEQUE (Pas-de-Calais).

— abattement de zone à. — Voy. *Prestations familiales*, § 72.

### GUÉRET.

— à Saint-Sébastien, à La Châtre. — Voy. *Chemins de fer*, § 49.

### GUÉRISON.

— apparente (notions de 1<sup>re</sup> constatation). — Voy. *Sécurité sociale*, § 44.

**GUERRE (Risque de)**. — Voy. DÉBATS SUR L'INVESTITURE DE M. MAURICE PETSCHÉ [2 août 1951] (p. 6151).

**GUERRE CHIMIQUE, BACTÉRIOLOGIQUE ET ATOMIQUE**. — Voy. BUDGET 1954 (*Intérieur*) (n° 6761) [8 décembre 1953] (p. 6293).

**GUERRE DE CORÉE (Bombardement des centrales hydro-électriques)**. — Voy. INTERPELLATIONS, nos 308, 325.

### GUERRE D'ESPAGNE.

— ayants cause des Français morts à la. — Voy. *Victimes de la guerre*, § 17.

### GUERRES D'INDOCHINE ET DE CORÉE.

§ 1<sup>er</sup> — Proposition de loi de MM. Frédéric-Dupont et Léon Noël tendant à faire bénéficier les combattants d'Indochine et de Corée de toutes les dispositions relatives aux combattants, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 août 1951 (renvoyée à la Commission de la défense nationale et pour avis à l'Assemblée de l'Union française), n° 585 ; avis de l'Assemblée de l'Union française le 11 décembre, n° 1960 ; rapport le 13 décembre par M. Commentry, n° 1992. Adoption en 1<sup>re</sup> délibération le 28 mars 1952 (2<sup>e</sup> séance). — Proposition de loi n° 296.

Transmise au Conseil de la République le 1<sup>er</sup> avril 1952 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 160 (année 1952) ; rapport le 17 juin par M. Rupied, n° 258 (année 1952). Avis n° 105 (année 1952) donné le 26 juin 1952.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 26 juin 1952 (renvoyé à la Commission de la défense nationale), n° 3854 ; rapport le 2 juillet par M. Commentry, n° 3926. Adoption définitive le 11 juillet 1952 (3<sup>e</sup> séance). — Proposition de loi n° 493.

Loi du 18 juillet 1952, publiée au *J. O.* du 19 juillet.

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [28 mars 1952] (p. 1632). Entendus : MM. Commentry, *Rapporteur* ; Manceau, de Chevigné, *Secrétaire d'Etat à la Guerre* ; Ballanger, M<sup>me</sup> Gabriel-Péri, M. Diomède Catroux ; clôture de la discussion générale (p. 1636). — Article unique (p. 1636) ; adoption au scrutin (p. 1636) ; liste des votants (p. 1655). — Orateurs : MM. Ballanger, de Chevigné, *Secrétaire d'Etat à la Guerre* ; Minjoz.

**DISCUSSION EN SECONDE LECTURE** [11 juillet 1952] (p. 3927). Entendus dans la discussion générale : MM. Commentry, *Rapporteur* ; Manceau, Loustaunau-Lacau, Palewski, Frédéric-Dupont ; clôture de la discussion générale (p. 3929) ; adoption de l'article unique (p. 3930).

§ 2. — Projet de loi relatif au mariage sans comparution personnelle des militaires et marins des forces françaises de l'Organisation des Nations unies participant aux opérations de Corée, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 mai 1952 par M. Léon Martinaud Déplat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 3386; rapport le 23 octobre 1952 par M. Isorni, n° 4470. Adoption en 1<sup>re</sup> délibération le 13 mars 1953. — Projet de loi n° 765.

Transmis au Conseil de la République le 17 mars 1953 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 173 (année 1953); rapport le 2 juillet par M. Robert Chevalier, n° 303 (année 1953). Avis n° 143 (année 1953) donné le 16 juillet 1953.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 17 juillet 1953 (3<sup>e</sup> séance). — Projet de loi n° 922.

Loi du 5 août 1953, publiée au *J. O.* du 6 août.

**DISCUSSION** [13 mars 1953] (p. 1879). Entendus : MM. Isorni, *Rapporteur*; Gabriel Paul; clôture de la discussion générale (p. 1879); le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 1879). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 1879); adoption au scrutin (p. 1879); liste des votants (p. 1885). — Art. 2, 3, 4 : adoption (p. 1880); adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi (p. 1880); liste des votants (p. 1886). = Orateurs : MM. Gautier, Isorni, *Rapporteur*.

§ 3. — Proposition de résolution de M. de Saivre tendant à inviter le Gouvernement à décréter que les défenseurs de Dien-Bien-Phu ont bien mérité de la patrie, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1954 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 8403.

## GUIDES.

— de l'amicale des policiers. — Voy. *Impôts indirects*, § 41.

## GUINÉE FRANÇAISE.

— Ballay (Noë'). — Voy. *Commémorations et anniversaires*, § 19.

— crédit de. — Voy. *T. O. M.*, § 253.

**GUINGOUIN (AFFAIRE) (Crimes imputés à la Résistance commis dans la Haute-Vienne et le Limousin en 1944 et 1945).** — Voy. INTERPELLATIONS, nos 872, 875, 878, 921, 922, 923, 924 [2 mars 1954] (p. 599); [9 mars 1954] (p. 736); [7 avril 1954] (p. 1859).

## GUYANE FRANÇAISE (Département de la).

— assurances sociales. — Voy. *D. O. M.*, §§ 19, 20.

— Code de la nationalité française. — Voy. *D. O. M.*, §§ 53, 65.

— Commission d'enquête en. — Voy. *Commissions d'enquête*, § 13.

— Cour d'appel dans le. — Voy. *D. O. M.*, § 4

— épidémie à Sinnemary. — Voy. *D. O. M.*, § 91.

— fourmis-manioc. — Voy. *D. O. M.*, § 92.

— marché du travail. — Voy. *D. O. M.*, § 88.

— organisation du. — Voy. *D. O. M.*, §§ 6, 84.

— plan cadastral à la. — Voy. *D. O. M.*, § 85.

— recouvrement des impôts en. — Voy. *D. O. M.*, § 50.

— tarif douanier métropolitain pour la. — Voy. *D. O. M.*, § 78.

— Voy. INTERPELLATIONS, n° 621 [26 mars, 6, 8, 9 avril 1954] (p. 1769, 2017, 2018, 2034, 2035).

— (Erreurs administratives du préfet de la —). — Voy. BUDGET 1954 (*Intérieur*) (n° 6761) [9 décembre 1953] (p. 6361).

— (Relations maritimes avec les Antilles et la France). — Voy. TRAITÉS ET CONVENTIONS (n° 7693) [9 juillet 1953] (p. 3396).

— (Service judiciaire en —). — Voy. BUDGET 1954 (*Justice*) (n° 6762) [23 novembre 1954] (p. 5401).

## GYMNASTE.

— médical. — Voy. *Masseurs*, § 2.